



LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 AOÛT 2018

LE DEVOIR
CAHIER SPÉCIAL D

50 ANS

DE L'UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC

En région, le mode de développement a été pensé en fonction des secteurs de formation qui correspondaient aux besoins sur place, comme à Chicoutimi avec la foresterie et l'aluminium.

SEAN MCGEE UNSPLASH



UNE GRANDE UNIVERSITÉ
DE PETITE TAILLE.

UNE AUTRE FAÇON
DE GRANDIR.



L'UQAR est solidement implantée sur son vaste territoire à partir de ses campus de Rimouski et de Lévis, de Chaudière-Appalaches à la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine en passant par la Côte-Nord. Elle a formé plus de 50 000 diplômés du baccalauréat jusqu'au doctorat qui contribuent aujourd'hui au développement de leur région, par leur dynamisme et par leur savoir-faire.

Plusieurs fois reconnue comme leader au Canada parmi les universités de taille semblable, l'UQAR est la plus nordique des universités québécoises. Voilà pourquoi les sciences de la mer, le développement régional et la nordicité constituent les axes d'excellence en recherche qui colorent de manière particulière plusieurs des programmes offerts à l'UQAR.

UQAR

Rimouski | Lévis

www.uqar.ca

Un réseau à l'échelle du Québec

Cinquante ans après la création du réseau de l'Université du Québec (UQ), il ne fait aucun doute que celui-ci a réussi son pari de démocratisation. Les réalisations sont nombreuses, même s'il reste du chemin à parcourir pour que la province rattrape son retard en matière de scolarisation.

ALICE MARIETTE

Collaboration spéciale

« Le réseau porte un nom tellement inspirant! » lance d'emblée Pierre Lucier, professeur associé à l'INRS (Institut national de la recherche scientifique) et ancien président de l'UQ (de 1996 à 2003). Le réseau porte d'ailleurs bien son nom car, avec ses dix établissements, il recouvre l'ensemble du territoire de la province. « Sa création en 1968 est une des décisions les plus structurantes que le gouvernement ait pu prendre, estime de son côté Johanne Jean, présidente actuelle de l'UQ. Si l'on observe où nous sommes rendus 50 ans plus tard, avec le déploiement du réseau, on peut dire que nous avons apporté des changements immenses au Québec. Quand on regarde le taux d'accès à l'enseignement universitaire, le nombre de diplômés en enseignement supérieur, on constate que de très grands pas ont été faits. »

À sa naissance, le 18 décembre 1968, le réseau — créé par le pre-

mier ministre de l'époque, Jean-Jacques Bertrand — avait pour mission de rendre accessible un enseignement universitaire de qualité. Celui-ci ne devait pas se limiter aux seuls grands centres, mais devait prendre place sur l'ensemble du territoire. L'objectif était de permettre le développement de l'ensemble des régions. « Essayez d'imaginer le regroupement de la formation universitaire dans les seuls grands centres, nous aurions vidé les régions », commente Pierre Lucier.

La démocratisation est donc réussie et le taux de scolarisation a augmenté de 143 % depuis les années 1970, notamment grâce à la proximité. « Quand on demande aux étudiants s'ils auraient fait leurs études universitaires si l'établissement n'avait pas été proche de chez eux, la réponse est souvent non, dit M^{me} Jean. Et le Québec n'a pas les moyens de se passer de ça. »

Par ailleurs, la présidente de l'UQ tient à rappeler que le choix a été fait de ne pas limiter le développement

au premier cycle, et que le réseau s'est également déployé aux cycles supérieurs, assurant ainsi la mission complète d'un établissement universitaire. « Quand on parle de la société du savoir, nous ne sommes pas, au Québec, en tête de piste, mais nous ne sommes pas non plus en queue de piste. La création et le déploiement du réseau ont changé la face du Québec », estime-t-elle.

Être proche de son milieu

En région, le mode de développement a été pensé en fonction des secteurs de formation qui correspondaient aux besoins sur place. À Rimouski avec la science de la mer, à Chicoutimi avec la foresterie et l'aluminium, à Trois-Rivières avec l'industrie des pâtes et papiers et l'énergie. « Les établissements du réseau sont des parties prenantes et des vecteurs de développement de leurs milieux. Ce sont même des éléments identitaires », croit Johanne Jean. Pour M. Lucier, il s'agit d'un modèle qui a fait ses preuves. « Il n'était pas question d'avoir un développement dans tous les secteurs, il a été ciblé. Aujourd'hui, l'UQ fait partie intégrante des régions, c'est ancré », ajoute-t-il.

L'engagement a aussi toujours été très important. « Je fais le parallèle avec l'UQAM, qui se trouve au centre de Montréal, qui initialement s'occupait des laissés-pour-compte. Aujourd'hui, l'université n'est pas juste présente, c'est une actrice à part entière », mentionne la présidente, rappelant du même souffle qu'aucune décision d'envergure pour la région ne se prend sans que l'UQ soit interpellée d'une façon ou d'une autre.

La cohésion au cœur du système

Au cours des 50 dernières années, la gouvernance du réseau a quant à elle beaucoup évolué. « Quand on parle du réseau aujourd'hui, on parle de 10 établissements, et ils sont tous autonomes, avec toutes les structures de gouvernance adéquates. Le réseau avait une configuration et un mode de gouvernance différent de celui dont nous nous sommes dotés au cours des six ou sept dernières années, qui est un mode de gestion plus collégial, avec un respect de l'autonomie », explique M^{me} Jean. Actuellement, le mode de fonctionnement rassemble les différents services et expertises.

Ce mode de gestion est essentiel pour Pierre Lucier, qui mentionne lui

aussi la variation selon les époques. « Sur le plan systémique, l'UQ est une grande force quand elle fait apparaître sa cohésion, car elle peut jouer dans la cour des grands », note-t-il. D'ailleurs, l'ancien président insiste sur le fait qu'il s'agit d'une université parmi les autres. « À bien des égards, elle fonctionne comme les autres. C'est une université publique, à charte, certes, mais ce n'est pas un oiseau rare », mentionne-t-il, ajoutant que le réseau de l'UQ reste proche des réalités sociales.

Encore du chemin à faire

Le Québec est passé de 5% de titulaires d'un grade universitaire en 1971 à plus de 20% en 2016. « Cinquante ans plus tard, en regardant ce que [l'UQ] a fait, que cela soit dans la capitale, dans la métropole ou dans les régions, on constate que le déploiement a été fantastique. Mais il reste encore beaucoup de travail à faire », affirme Johanne Jean. « Nous pouvons dire que c'est beaucoup de chemin parcouru, mais nous savons que, d'ici 2024, la plupart des emplois vont nécessiter un diplôme d'enseignement supérieur. »

Il s'agit d'ailleurs d'un des thèmes récurrents de l'UQ : il faut continuer à travailler pour augmenter de manière importante le nombre de personnes qui font des études universitaires. « En décodant les besoins de main-d'œuvre, force est de constater que l'on a besoin de personnel hautement qualifié partout au Québec et au Canada. Le réseau de l'UQ, par son déploiement, peut aider à ce qu'on atteigne ces cibles », indique la présidente du réseau.

En outre, ces objectifs sont tout à fait réalisables, selon M^{me} Jean. « Nous l'avons démontré pendant ces 50 ans, en mettant en place des stratégies de plus en plus structurantes. Nous sommes en mesure d'accomplir ce travail avec succès, mais il faut prendre le taureau par les cornes, travailler ensemble et aller de l'avant », dit-elle.

Se doter d'une stratégie nationale en enseignement supérieur visant à rehausser la participation et la réussite aux études supérieures des Québécois est d'ailleurs le message véhiculé par l'UQ, conjointement avec la Fédération des cégeps, qui célèbre elle aussi ses 50 ans. « Il faut réaffirmer notre choix pour l'enseignement supérieur et la société doit se doter de moyens concrets pour y arriver », insiste M^{me} Jean.

Quelques dates clés

L'Université du Québec naît dans la foulée de la Révolution tranquille, au moment où le besoin de formation universitaire est notoire et où les baby-boomers ont soif de savoir. La loi fondatrice de l'UQ, adoptée à l'unanimité, est sanctionnée le **18 décembre 1968**.

1969. Les universités du Québec à Montréal (UQAM), à Trois-Rivières (UQTR) et à Chicoutimi (UQAC), l'École nationale d'administration publique (ENAP) à Qué-

bec ainsi que l'Institut national de recherche scientifique (INRS) voient le jour.

1973. L'Université du Québec à Rimouski (UQTR) ouvre ses portes.

1974. Lancement de l'École de technologie supérieure (ETS) à Montréal.

1981. L'Université du Québec en Outaouais (UQO) est inaugurée.

1983. L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) s'ouvre.

1992. La TELUQ, anciennement Télé-université, est créée.



Le Québec est passé de 5% de titulaires d'un grade universitaire en 1971 à plus de 20% en 2016.

MICHAËL MONNIER LE DEVOIR



ÊTRE PLUS PRÈS ALLER PLUS LOIN

Tes études universitaires
dans ta région



L'université de l'Outaouais et des Laurentides

<p>Campus de Gatineau 283, boulevard Alexandre-Taché Gatineau (Québec)</p>	<div style="border: 1px solid white; padding: 2px 5px; display: inline-block;">uqo.ca</div>	<p>Campus de Saint-Jérôme 5, rue Saint-Joseph Saint-Jérôme (Québec)</p>
---	---	--

Des formations et des recherches ancrées dans leur milieu

À travers ses formations, la recherche et le service aux collectivités, le réseau de l'Université du Québec (UQ) a permis aux régions du Québec de faire un bond de géant dans leur développement, notamment en répondant aux besoins de leurs localités.

ETIENNE PLAMONDON EMOND

Collaboration spéciale

Au moment d'entrer au baccalauréat en théologie à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), à la fin des années 1970, Nicole Bouchard était une étudiante de première génération. « Mon père avait une troisième année "forte", comme il nous disait, et ma mère avait à peine terminé le primaire. Leurs enfants ont tous été à l'université. C'est un miracle et c'est juste l'exemple d'une famille ouvrière parmi d'au-

tres », dit celle qui est désormais rectrice de l'établissement d'enseignement supérieur implanté au Saguenay-Lac-Saint-Jean. « Je suis très reconnaissante d'avoir eu la chance de fréquenter l'UQAC. »

Son cas ne constitue pas une exception. Le taux de diplomation à l'extérieur des grands centres est passé de moins de 2% au moment de la création du réseau de l'Université du Québec, en 1968, à plus de 17% en 2014. Selon les derniers chiffres de Statistique Canada, plus de 34% de la population québécoise âgée de

25 à 64 ans détenait un diplôme universitaire. « Il est bien évident que, sans la présence du réseau de l'UQ, il aurait été impossible d'atteindre un pourcentage aussi élevé », juge Pierre Fortin, professeur au Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal.

« On donne accès à une formation universitaire à des étudiants qui ne viendraient probablement pas autrement à l'université », juge toujours Denis Harrisson, recteur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Son établissement d'enseignement supérieur a été l'un des derniers du réseau à obtenir ses lettres patentes, soit sa désignation comme université, en 1981. L'Université d'Ottawa comblait les besoins de l'autre côté de la rivière des Outaouais, clamaient les opposants à l'autonomie de ce qui était, jusque-là, le Centre d'études universitaires de l'Ouest québécois. L'histoire leur donne tort: M. Harrisson rappelle que les frais de scolarité demeurent beaucoup plus élevés en Ontario. En 2016, plus de la moitié des nouveaux étudiants inscrits à l'UQO habitaient la région avant d'avoir 20 ans.

Répercussions

« Quand on forme des gens de niveau universitaire, ils sont aptes à soutenir un certain développement dans leur communauté, ils ont des revenus supplémentaires, remarque Jean-Pierre Ouellet, recteur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Ça engendre des retombées extrêmement positives pour les milieux qu'on dessert. »

Des milieux qui s'étendent loin hors des campus. L'UQAR, par exemple, donne des cours en science infirmière dans des villes comme Rivière-du-Loup, Matane ou Gaspé. Cette démarche permet ainsi de « hausser le niveau des soins de santé » dans les régions les plus éloignées, juge M. Ouellet. Dans une recherche qu'il mène sur les répercussions du réseau l'Université du Québec sur le développement régional, Marc-Urbain Proulx, professeur à l'UQAC, évalue que 30% des programmes offerts aux cycles supérieurs par les cinq établissements situés à l'extérieur de Montréal et Québec sont collés aux besoins de leur région. De plus, il remarque que toutes les constituantes offraient de la formation continue sur mesure en service aux entreprises ou aux organisations de leur région.

Des recherches ancrées dans leurs milieux

Le professeur note aussi une forte tendance dans les cinq constituantes à l'extérieur de Montréal et de Québec à mener de la recherche répondant aux besoins des collectivités environnantes. La proportion des unités de recherches dont le titre ou la mission fait écho aux enjeux spécifiques à leur région est de 63% à l'UQAC et grimpe à plus de 83% à l'UQAR et à l'Université en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

Cette propension ne date pas d'hier. La rectrice de l'UQAC, Nicole Bouchard, constate qu'il s'est ins-



L'UQAR donne des cours en sciences infirmières dans des villes hors campus, ce qui permet de « hausser le niveau des soins de santé » dans les régions les plus éloignées, selon son recteur, M. Ouellet.

UNSPLASH

tauré dans son établissement « une culture de recherche collaborative ». Les chercheurs travaillent régulièrement en partenariat avec des organismes, des entreprises ou des institutions de la région par de la recherche-intervention ou du transfert de connaissance. C'est le cas en ce qui concerne la recherche sur le givrage, réalisée avec des partenaires industriels depuis la mise sur pied en 1974 d'une Équipe de l'ingénierie de l'environnement atmosphérique jusqu'à la création, en 2003, du Centre international de recherche sur le givrage atmosphérique et l'ingénierie des réseaux électriques (CenGivre). L'UQAR, avec l'Institut des sciences de la mer de Rimouski, poursuit la recherche sur l'une des principales ressources de son territoire, mais aussi sur sa réalité géographique, géologique et écologique. « Même si nos racines sont profondes dans les régions qu'on dessert, ça n'enlève pas que les fruits [de cette recherche] peuvent aller au-delà des régions », souligne Jean-Pierre Ouellet en rappelant la renommée internationale de cet Institut.

D'autres groupes de recherches visent explicitement à améliorer le développement de leur région. Le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDÉQ) à l'UQAR, par exemple, a été mis sur pied pour mieux comprendre ses enjeux et fournir des outils afin de le soutenir. Les acteurs du milieu y trouvent leur compte: l'Observatoire du développement de l'Outaouais (ODO), inauguré l'an dernier entre les murs de l'UQO, est financé en grande partie par la Ville de Gatineau, mais aussi par des organismes comme Centraide Outaouais, la Chambre de commerce de Gatineau et Tourisme Gatineau, qui y voit un instrument pour améliorer leurs activités. Le réseau de l'Université du Québec avait parmi ses objectifs, lors de sa création en 1968, de développer les régions. On peut dire mission accomplie. Et que le travail se poursuit!

La recherche est notre mission depuis 50 ans



L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) est le seul établissement au Québec dédié exclusivement à la recherche et à la formation aux cycles supérieurs.

Nos professeurs et nos étudiants rayonnent dans le monde entier. En partenariat avec la communauté et l'industrie, nous sommes fiers de contribuer au développement de la société québécoise par nos découvertes et la formation d'une relève capable d'innovation scientifique, sociale et technologique, et ce, depuis notre création en 1969.

INRS.CA

INRS
UNIVERSITÉ DE RECHERCHE

L'INRS se tourne vers l'avenir

ETIENNE PLAMONDON EMOND

Collaboration spéciale

« Je pense que c'est le temps de réfléchir aux cinquante prochaines années », lance Luc-Alain Giraldeau, directeur général de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) dans son bureau au Centre urbanisation, culture société, situé à Montréal. Contrairement à la posture recroquevillée de la sculpture *Le malheureux magnifique*, édifée devant l'immeuble, M. Giraldeau adopte plutôt une position d'optimisme et d'ouverture, en manifestant son intention d'ouvrir un dialogue avec différents acteurs de la société.

Depuis sa création en 1969, l'INRS est demeuré, à quelques détails près, articulé autour des mêmes créneaux, répartis aujourd'hui dans quatre centres de la province : l'eau, la terre et l'environnement à Québec, l'énergie, les matériaux et les télécommunications à Montréal et à Varennes, la santé à l'Institut Armand-Frappier de Laval et les sciences sociales dans l'édifice où se déroule l'entrevue. « On a répondu à des besoins qui étaient exprimés dans la société québécoise à la fin des années 1960. On a, je pense, amplement répondu au mandat, compte tenu des ressources



L'INRS demeure pour Luc-Alain Giraldeau, d.g. de l'institut, un véhicule unique de recherche. ISTOCK

qu'on nous a données », souligne-t-il. Maintenant, il regarde vers l'avenir. Sans vouloir délaisser ces domaines, il reconnaît que « la société a changé et nos besoins aussi ». « Y a-t-il d'autres domaines émergents dans lesquels on devrait former des étudiants à la recherche comme seul l'INRS peut le faire ? »

Car l'INRS (imaginez une époque où le Québec accusait un retard considérable dans la formation et le développement de sa recherche) constitue un ovni dans le monde de la science et de l'éducation supérieure. En plus d'accorder des diplômes, il favorise la collaboration d'acteurs universitaires, industriels et gouvernementaux. Plutôt que de

séparer les disciplines, comme le font les facultés dans les établissements universitaires classiques, il en met plusieurs à contribution autour de ses objets de recherche.

« On doit faire de la recherche fondamentale et appliquée avec l'objectif précis de contribuer au développement économique et social », insiste Luc-Alain Giraldeau en se référant au mandat de l'INRS. « Les professeurs embauchés à l'INRS sont conscients de notre mission et très ouverts à travailler avec le gouvernement provincial, des administrations municipales, des industries, des compagnies ou des *start-up* pour contribuer au développement. »

La formule a généré son lot de suc-

cès, comme le démontre la renommée internationale du Laboratoire de contrôle du dopage à Laval, accrédité par l'Agence mondiale antidopage, ou du Laboratoire de sources femto-secondes à Varennes, qui explore de nouveaux types de lasers.

« Je pense que les gens n'ont pas compris le côté extrêmement innovant de l'INRS, qui n'est pas disciplinaire et qui permet de répondre rapidement à de très nombreux problèmes », observe M. Giraldeau. Il constate que les formules de financement universitaire conviennent mal à son Institut, dont le nombre de professeurs stagne à 150 depuis plusieurs années. « Les ministères, de leur côté, ont un peu oublié la mission de l'INRS », se désolé-t-il, en évoquant la multiplication des instituts de recherche publics ou privés financés par l'État.

L'INRS demeure à ses yeux un véhicule unique de recherche. « Je pense qu'il faudrait qu'on prenne conscience que l'INRS peut rendre de meilleurs services en lui permettant d'être à l'écoute des besoins de la société québécoise et en lui donnant les moyens de se développer pour répondre à ces besoins. » Et il voit dans son 50^e anniversaire qui approche l'occasion de lui donner un nouveau souffle.

Donner du sens à l'État

ETIENNE PLAMONDON EMOND

Collaboration spéciale

« L'École nationale d'administration publique contribue à donner du sens à l'État », lance son directeur général, Guy Laforest. Alors que le rôle de la fonction publique se métamorphosait à l'issue de la Révolution tranquille, l'idée a germé de créer un établissement qui accompagnerait ses cadres et ses professionnels. L'ENAP est ainsi née au moment de la création du réseau de l'Université du Québec. M. Laforest décrit son établissement à la fois comme une université et une école professionnelle, qui fait le « pont entre le savoir universitaire et les connaissances plus pratiques des gestionnaires publics, ainsi que la nécessaire traduction entre l'un et l'autre. »

Depuis les grands bouleversements de l'appareil étatique et la professionnalisation de la fonction publique, l'ENAP continue de se montrer pertinente. En 2014, alors que des histoires de corruption venaient de secouer la Ville de Laval, l'ENAP a monté un projet de recherche avec cette ville pour l'accompagner dans la réorganisation générale de son administration.

Entré en poste en juillet 2017, M. Laforest a commencé une tournée auprès des instances centrales de l'administration publique et des

ministères, afin de tâter leur pouls. « On m'a dit : "On veut que vous anticipiez pour mieux préparer la fonction publique de demain" », raconte le directeur général. Tout en continuant à publier le bulletin *Observo*, qui réalise une veille stratégique sur les tendances et bonnes pratiques dans les administrations publiques à l'étranger, l'ENAP lance des projets pour répondre à cette demande. En réaction aux crues printanières de l'année 2017, elle a annoncé la création du Cité-ID Living Lab sur la gouvernance de la résilience urbaine. Il s'agit d'un incubateur, monté en partenariat avec le ministère de la Sécurité publique et le Scientifique en chef du Québec, dont le but consiste à trouver, en collaboration avec des gestionnaires, des entreprises, des citoyens et des chercheurs, de nouvelles solutions pour répondre aux catastrophes naturelles.

En perfectionnant les fonctionnaires et en améliorant l'administration publique, les répercussions s'étendent à l'ensemble de la population, juge M. Laforest. « La volonté des citoyens d'agir de manière responsable dans la société me semble renforcée quand ils ont la conviction, lorsqu'ils sont en lien avec l'État et les ministères, qu'ils ont une fonction publique à l'écoute, engagée et compétente. Et le travail de l'ENAP, c'est de s'assurer que ce soit le cas. »

100 MILLIONS D'IDÉES | UQAM

1 réseau
10 établissements
50 bougies

Une contribution brillante

L'UQAM salue le réseau de l'Université du Québec pour son apport exceptionnel à la démocratisation du savoir.



L'UQAM a trois garderies et s'apprête à en ouvrir une quatrième pour donner accès à l'enseignement supérieur à une population variée.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

UQTR
 Université du Québec
 à Trois-Rivières

UQTR.CA

Soulignons avec fierté l'apport du réseau de l'Université du Québec pour la démocratisation de l'enseignement supérieur dans nos régions.

Un carrefour plus qu'une tour d'ivoire

Longtemps à la traîne parmi les pays industrialisés, le Québec était loin d'être un modèle en ce qui concerne son système d'éducation. Du primaire aux cycles supérieurs, un grand vent de changement a heureusement soufflé pendant les années 1960, et la naissance de l'Université du Québec (UQ) a participé à cette transformation profonde.

ANDRÉ LAVOIE

Collaboration spéciale

Cinquante ans plus tard, l'une des motivations premières des fondateurs de l'UQ demeure le mot d'ordre des artisans d'aujourd'hui : l'accessibilité. Une ambition qui amène son lot de défis, dont celui de recruter les étudiants de première génération, ceux et celles pour qui la fréquentation de l'université ne faisait pas partie des traditions familiales.

Établir des constituantes partout au Québec, favoriser la conciliation études-travail-famille, miser sur les nouvelles technologies, autant de moyens qui ont permis à des milliers de Québécois de briser le plafond de verre universitaire. C'est d'ailleurs la préoccupation numéro un de Magda Fusaro. Celle qui fut vice-rectrice aux Systèmes d'information de l'UQAM avant d'être nommée rectrice de l'établissement en janvier dernier croit qu'il faut favoriser la diplomation « dans les meilleures conditions possibles », refusant la tentation du « recrutement intensif » sans l'accompagnement adéquat jusqu'à l'obtention du diplôme.

« Nous n'avons pas fait le plein d'étudiants québécois, déplore Magda Fusaro. En 2011, 51 % des étudiants de l'UQAM étaient de première génération ; en 2017, c'était autour de 46 %. » On peut faire mieux, surtout dans un contexte où « 40 % de la clientèle [de l'UQAM] est à temps partiel », ce qui constitue un défi pour la persévérance scolaire. « Il faut absolument aider les étudiants avec des profils atypiques, ou avec des réalités socioéconomiques difficiles, particulièrement les étudiants-parents, qui me touchent beaucoup. Ce n'est pas pour rien que nous avons trois garderies à l'UQAM et qu'on s'apprête à en ouvrir une quatrième. »

Une distance rapprochée

Depuis 50 ans, le profil intellectuel des étudiants a aussi beaucoup changé, et l'heure est véritablement aux technopédagogies, même si, selon la rectrice, « la technologie, ce n'est jamais une fin en soi ». La salle de classe devient pourtant, peu à peu, un élément parmi d'autres dans

« Il faut absolument aider les étudiants avec des profils atypiques, ou avec des réalités socioéconomiques difficiles, particulièrement les étudiants-parents, qui me touchent beaucoup »

la poursuite de l'apprentissage.

Longtemps la seule et unique référence en matière d'enseignement à distance, la TELUQ a vu, elle aussi, le paysage technologique se transformer à grande vitesse depuis sa fondation en 1972. Pour Caroline Brassard, directrice de l'enseignement et de la recherche depuis 2016, mais active à la TELUQ comme professeure en éducation dès 2009, sa grande priorité est la même que celle de Magda Fusaro, soit l'accessibilité. C'est bien sûr dans l'ADN de la TELUQ, « destinée à couvrir un territoire encore plus vaste que ceux des autres constituantes de l'UQ », établissement qui a dû évoluer au même rythme que les technologies, « de la cassette audio à la télévision en passant par le micro-ordinateur personnel des années 1990 », rappelle avec humour Caroline Brassard.

Si l'époque 2.0 amène avec elle sa nouvelle quincaillerie et ses nouveaux défis, tout comme à l'UQAM, certains enjeux persistent au fil des décennies, dont celui du rapport des Québécois quant aux études universitaires. Si plusieurs étudiants choisissent quelques cours pour se perfectionner tandis que d'autres, déjà inscrits à un autre établissement, veulent accélérer la cadence pour l'obtention plus rapide de leur diplôme, la majorité ne s'investit pas totalement dans une formation à distance. À l'heure actuelle, « 80 % de nos étudiants sont à temps partiel et 60 % sont de première génération », constate Caroline Brassard.

Dans ce contexte, l'accompagnement et l'encadrement demeurent cruciaux pour la réussite scolaire. Alors que s'ouvrent des chantiers de réflexion pour la TELUQ sur des thèmes comme la « ludification », soit l'analyse des mécanismes ludiques des jeux vidéo « que l'on pourrait intégrer à nos cours pour augmenter la motivation des étudiants », la fondation probable d'un « eCampus » sourit à Caroline Brassard. « Regrouper l'ensemble des formations à distance des universités québécoises, ça nous intéresse depuis des années, et le Québec n'a pas une longueur d'avance dans ce domaine, affirme-t-elle. Je sens beaucoup d'enthousiasme chez tous les partenaires de ce projet. » Et sûrement aussi un peu de fébrilité devant l'issue des prochaines élections québécoises...

Une singularité à cultiver

Depuis 50 ans, être guidé par le désir de chercher loin, très loin, des sentiers battus

ANDRÉ LAVOIE

Collaboration spéciale

Avant la fondation du réseau de l'Université du Québec (UQ) en 1968, l'idée avait traversé les esprits, question d'accélérer la mise en place de cette toute nouvelle institution: se contenter d'établissements n'offrant que le premier cycle et laisser ainsi aux autres le soin d'offrir les deuxième et troisième cycles. Heureusement, il n'en fut pas ainsi, permettant le déploiement de plusieurs lieux de haut savoir et d'enraciner les recherches un peu partout sur le territoire québécois.

Lyne Sauvageau, vice-présidente à l'enseignement et à la recherche de l'UQ, se montre reconnaissante de la ténacité des fondateurs, qui ont opté « pour une mission pleine et entière d'enseignement, mais aussi de recherche ». Difficile d'imaginer ce que serait l'UQ aujourd'hui si la première option avait été retenue, mais le Québec y aurait sûrement perdu au change, surtout quand on sait que ses dix constituantes ont décerné, de la fondation jusqu'en 2016, un total de 657 461 diplômes, en majorité des baccalauréats, mais aussi des maîtrises et des doctorats, et à des femmes en (légère) majorité, selon le rapport annuel 2016-2017 de l'UQ.

La mission fut clairement établie à l'époque et n'a pas changé depuis, selon Lyne Sauvageau, soit « le développement du Québec et de ses régions », ce qui passe « par un ancrage dans chacun des milieux ». Cet ancrage tient compte des spécificités socioéconomiques et géographiques du lieu de chaque constituante, « qui toutes réunies font en sorte que l'UQ se classe parmi les 500 premières universités mondiales, ce qui donne une idée du chemin parcouru pour une institution somme toute très jeune ».

Small is beautiful

Faut-il être de taille imposante pour se lancer dans d'importants programmes de recherche, et surtout avoir un impact? « Des établissements de taille modeste, voilà ce qui

« L'UQ se classe parmi les 500 premières universités mondiales, ce qui donne une idée du chemin parcouru pour une institution somme toute très jeune »

permet la collaboration et le décloisonnement, affirme Lyne Sauvageau. C'était une nécessité au départ, et c'est devenu extrêmement payant pour tout le réseau. »

Ce constat, Yves Gingras, sociologue et historien des sciences de l'UQAM, y adhère pleinement. Sur un ton sans équivoque, il reconnaît que la capacité de l'UQ d'innover « s'est un peu assagie », ce qui ne doit pas empêcher ses chercheurs « de sortir des sentiers battus, d'être bons dans ce qu'ils font, plutôt que de vouloir plus de choses, et plus d'argent, pour se péter les bretelles. Oui, un accélérateur de particules, ça coûte plus cher qu'un département d'histoire, mais nous ne sommes pas obligés de tout faire, ni de bêtement copier ce que les autres font ».

Cette singularité a d'ailleurs permis à l'UQ de jeter des bases théoriques et pratiques dans des domaines où son expertise est aujourd'hui reconnue sur la scène internationale, comme le constate Yves Gingras. « Dans les années 1970, les questions environnementales, les autres universités regardaient ça de haut; aujourd'hui, elles s'y intéressent toutes. »

Même chose pour les arts, qui n'avaient guère droit de cité dans les universités affichant un âge vénérable. « L'idée de recherche-création, c'est venu du Québec, de l'UQAM », dit Yves Gingras avec fierté. « Encore une fois, l'UQ a dû faire face à des vents contraires, poursuit Lyne Sauvageau, mais pour l'intégration des arts à l'université, et surtout comme un véritable sujet de recherche, ça faisait partie de cet impératif de se distinguer, on devenait ainsi des précurseurs au Canada. »

Que sera l'UQ dans 50 ans? Lyne Sauvageau et Yves Gingras ne peuvent pas lire l'avenir, mais une certaine inquiétude pointe dans leurs propos. Pour la vice-présidente, il faut « garder notre capacité de faire de la recherche, et ce n'est pas seulement un défi pour l'UQ, mais pour toute la société québécoise, qui ne peut pas déléguer cela à d'autres ». Selon elle, les préoccupations québécoises doivent être analysées par des chercheurs d'ici. « Maintenir nos capacités à connaître nos lacs, nos rivières et nos forêts, on ne va pas demander aux Chinois de faire ça. Le vieillissement de la population? Oui, ça se passe aussi au Japon, mais la culture y est totalement différente. Je ne dis pas non à des grands projets au rayonnement international, mais pas au détriment d'enjeux et de défis qui nous sont propres. »

Quant à Yves Gingras, il constate une déconnexion de plus en plus grande des politiciens par rapport à l'éducation en général. « Je dis toujours à la blague: nos élus font l'économie du savoir... en économisant et en sabrant. »



Pour la vice-présidente, Lyne Sauvageau, il faut « garder notre capacité de faire de la recherche, et ce n'est pas seulement un défi pour l'UQ, mais pour toute la société québécoise, qui ne peut pas déléguer cela à d'autres ».

MARC ROBAILLE



École nationale
d'administration publique

UNIVERSITÉ + ÉCOLE PROFESSIONNELLE

Programmes universitaires
spécialisés, réputés et flexibles

Formation continue
orientée vers la performance individuelle et collective

Service-conseil, veille et accompagnement
adaptés aux enjeux et défis des individus et des organisations

Recherche
de pointe en administration publique

**AVEC
& POUR**
les acteurs publics




www.enap.ca

Lier le savoir universitaire avec celui des affaires

Tirer profit du savoir pour innover en affaires. Avec ce concept, l'initiative Savoir Affaires, pilotée par le réseau de l'Université du Québec, permet chaque année de générer des dizaines de nouvelles idées entrepreneuriales.

ALICE MARIETTE

Collaboration spéciale

« C' est avant tout une initiative qui vise la diversification et le développement économique des régions », lance d'emblée Caroline Lessard, directrice du soutien aux études et des bibliothèques, membre de l'organisation de Savoir Affaires. Chaque année depuis 2011, les savoirs universitaires et ceux des affaires se lient dans un processus d'idéation entrepreneuriale. Pendant une semaine de travail intensif, une cinquantaine d'étudiants de cycle supérieur du réseau de l'UQ sont répartis en huit équipes. Jumelés avec des gens d'affaires, des entreprises, des industriels, des investisseurs et des intervenants du milieu socio-économique, ils doivent développer des projets d'affaires.

Dynamiser les régions

« L'événement a toujours lieu dans une région différente et pendant la



Pendant une semaine, des étudiants de l'UQ sont jumelés avec des gens d'entreprises, entre autres, pour développer des projets d'affaires.

SAVOIR AFFAIRES

période de préparation, nous recensons les thématiques, qui sont des enjeux propres au développement économique de la région », explique Caroline Lessard, ajoutant que l'ini-

tiative permet de créer de nouvelles dynamiques dans les régions. « Nous sommes allés dans plusieurs endroits où, quand nous arrivions, la situation était morose du point de vue du développement économique. En amenant cette initiative, cela crée de nouvelles occasions d'affaires », note-t-elle.

La plus récente édition s'est déroulée du 28 mai au 1^{er} juin au Centre universitaire des Appalaches. Les quatre thématiques étaient propres à la Beauce: le tourisme dans la vallée de la Chaudière, les bois et les bioproduits forestiers, « mécatroniser » le fabricant à l'ère du numérique et de l'agro-industrie. Chaque jour, les équipes ont d'abord imaginé un concept, puis développé un plan d'affaires avant de présenter leur idée devant un jury. Les meilleurs projets ont été récompensés en fin de semaine. Parmi les projets gagnants, celui de la Grande Cabane, un concept valorisant la culture beauceronne avec un pôle économique et culturel autour de l'érable, symbole phare de la région. Un autre, celui de l'entreprise dénommée Bôs Bois, proposant de créer des matériaux d'aménagement urbain constitués de résidus de bois et de plastiques récupérés. « À la fin d'une semaine Savoir Affaires, nous remettons à la région 32 projets, donc cela permet aux gens d'affaires de reprendre les idées, de les pousser davantage et, en fin de compte, de créer des entreprises », explique M^{me} Lessard.

Développer des compétences

Une telle initiative permet aussi aux étudiants en cycle supérieur, qu'ils étudient en études littéraires, en génie, en sciences sociales, en administration ou en comptabilité, de développer un certain nombre d'habiletés. « Nous essayons de recruter des

étudiants d'une grande variété de disciplines, pour ensuite créer un équilibre et avoir le plus de mixité possible au sein des équipes », précise Caroline Lessard. Elle ajoute que le « choc des idées avec les gens d'affaires » permet une émulation particulièrement intéressante. Les étudiants peuvent ainsi développer des compétences en gestion, des compétences entrepreneuriales et de travail en équipe. « Ils doivent être pragmatiques pour avoir une idée, développer un plan d'affaires, et ils ont un résultat concret », raconte M^{me} Lessard. Savoir Affaires demande aussi d'avoir quelques habiletés de communication, puisque l'équipe doit présenter un argumentaire de vente et faire une présentation devant un jury de professionnels. En outre, Caroline Lessard note que cela pousse aussi plusieurs étudiants à se déplacer en région. « Certains les découvrent et ils décident ensuite de rester dans la région où a eu lieu la semaine Savoir Affaires », ajoute-t-elle.

Depuis ses débuts en Mauricie en mai 2010, l'initiative s'est déplacée au Centre-du-Québec en 2013, dans Lanaudière-Laurentides en 2014, au Saguenay—Lac-Saint-Jean en 2015, sur la Côte-Nord en 2016, à Montréal en 2017 avant d'aller en Beauce cette année. Les organisateurs estiment que les semaines Savoir Affaires ont permis de proposer plus de 200 idées d'affaires. Parmi elles, un centre intégré de services offrant l'entreposage et la conservation des produits alimentaires provenant de la terre et de la mer en vue d'une distribution a vu le jour à Sept-Îles lors de l'édition 2016. De même, à Shawinigan, l'épicerie SENSEE, qui propose de nombreux aliments sans gluten et sans lait, a ouvert ses portes après l'édition 2011.

Université du Québec
à Chicoutimi

CRÉER

uqac.ca

UQAC

Démocratiser l'éducation

En 50 ans, la population étudiante de l'Université du Québec (UQ) a considérablement augmenté, tandis que la proportion d'étudiants de première génération a diminué.

ALICE MARIETTE

Collaboration spéciale

Depuis 1970, le nombre d'inscrits dans le réseau UQ a connu une hausse de quelque 143%. «En plus d'augmenter, la population étudiante devient un peu plus "traditionnelle"», lance Sylvie Bonin, agente de recherche institutionnelle à l'UQ. Elle constate ainsi un rajeunissement de la clientèle, une diminution de la part du temps partiel, des étudiants de première génération (EPG) moins nombreux, davantage d'étudiants aux cycles supérieurs et une part croissante d'étudiants étrangers.

Étudiants de première génération

Les EPG, qui sont les premiers de leur famille à accéder aux études universitaires, représentent un enjeu majeur pour le réseau. Selon l'enquête ICOPE (Indicateurs de conditions de poursuite des études) réalisée par l'UQ, la proportion des EPG était de 58% en 2011. En 2016, celle-ci était plutôt de 50%. «La part des étudiants de première génération est en baisse, et c'est tant mieux; le contraire serait choquant», estime Sylvie Bonin.

En outre, ceux-ci doivent souvent composer avec des défis que les étudiants de deuxième génération rencontrent peut-être moins souvent. Ils

bénéficient par exemple moins du soutien de leurs parents et doivent définir leur projet d'études seuls. «Parfois, la famille ne comprend pas pourquoi ils veulent aller à l'université, d'autres fois, elle comprend et veut soutenir, mais elle n'a pas toujours les outils pour bien encadrer», explique M^{me} Bonin. Dès le secondaire, ils sont aussi plus nombreux à assumer des responsabilités financières. Leurs aspirations scolaires sont ainsi en général moins élevées et beaucoup vont faire une pause après le secondaire. «On en perd à chaque ordre d'enseignement, car ils veulent s'insérer dans le marché du travail au plus vite», commente M^{me} Bonin.

Plusieurs étudiants de première génération arrivent d'autre part à l'université en étant déjà sur le marché de l'emploi. «Ils sont plus vieux et ont donc souvent plusieurs responsabilités», explique l'agente de recherche. Même si souvent le projet d'études est plus réfléchi, compte tenu de leur réalité, ils font alors des choix peut-être plus à risque, comme étudier à temps partiel.»

Équité d'accès

Si les EPG sont de moins en moins nombreux, il reste du travail à faire pour que le Québec augmente sa population hautement scolarisée. «Il faut notamment valoriser les études

et bien accompagner les projets», souligne Sylvie Bonin. Par ailleurs, elle insiste sur l'importance de continuer d'étendre les accès à l'éducation, car la proximité des établissements est un facteur déterminant pour les EPG. «Aussitôt que l'on couvre une partie du territoire, on récupère beaucoup de gens qui ne seraient pas allés à l'université autrement», relève-t-elle.

Outre les EPG, plusieurs groupes socioculturels restent sous-représentés dans les universités, à l'instar des étudiants en situation de handicap, des Premières Nations ou encore de ceux issus de familles à faibles revenus. «On fait de gros efforts, mais ils sont toujours moins nombreux et, une fois qu'ils sont entrés, le taux de persévérance est moins ancré», précise M^{me} Bonin. Les hommes sont aussi moins présents dans les programmes de cycles supérieurs, ajoute-t-elle, avec dix points d'écart.

Enseignement coopératif

Une façon de favoriser la conciliation travail et études universitaires est l'enseignement coopératif, où alternent périodes d'études et périodes de travail. Par exemple, à l'École de technologie supérieure (ETS), les stages sont obligatoires. «Cela est inscrit dans notre mission d'ensei-

gnement», fait valoir Pierre Dumouchel, directeur général de l'ETS. Il explique que les étudiants avaient très souvent des offres d'emploi avant d'avoir terminé leurs études. Ce mode d'enseignement leur permet d'aller jusqu'au bout de leur cheminement scolaire. Ce type d'enseignement teinte aussi la formation, ajoute M. Dumouchel. «Un étudiant qui revient de stage influe sur les contenus des cours», dit-il.

Ces stages sont en outre toujours rémunérés. Selon les chiffres de M. Dumouchel, cela rapporte 42 000\$ à l'étudiant pour sa formation. En plus d'être intéressante pour les étudiants, la formule intéresse beaucoup les entreprises, l'offre dépassant même la demande. Le directeur de l'établissement indique que, l'année dernière, pas moins de 5300 offres de stages ont été présentées pour 3700 stagiaires.

Les étudiants de première génération représentent un enjeu majeur pour le réseau. Selon une enquête, leur proportion est passée de 58% en 2011 à plutôt 50% en 2016.



Une façon de favoriser la conciliation travail et études universitaires est l'enseignement coopératif, où alternent périodes d'études et périodes de travail. Par exemple, à l'École de technologie supérieure (ETS), les stages sont obligatoires.

ETS



L'Université TÉLUQ,
pionnière de
la formation à distance



UNIVERSITÉ
TÉLUQ

Le savoir accessible

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, grâce au soutien des annonceurs qui y figurent. Ces derniers n'ont cependant pas de droit de regard sur les textes.

Pour toute information sur le contenu, vous pouvez contacter Aude Marie Marcoux, directrice des publications spéciales, à amarcoux@ledevoir.com.

Pour vos projets de cahier ou toute autre information au sujet de la publicité, contacter iDmedia@ledevoir.com.

Un outil de développement économique en région

En plus de créer de nombreux emplois, le réseau de l'Université du Québec (UQ) a aidé et continue de soutenir de nombreuses entreprises ou secteurs industriels dans la province. Aperçu d'une contribution souvent ignorée.

ETIENNE PLAMONDON EMOND

Collaboration spéciale

Le recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), Daniel McMahon, se targue d'être l'un des plus importants employeurs de la Mauricie, avec des effectifs dépassant 1700 personnes. En 2016, une étude de l'Université du Québec évaluait que l'établissement trifluvien engendrait des retombées économiques annuelles d'environ 695 millions de dollars.

«Un entrepreneur ou un dirigeant d'entreprise, autour de ces cinq villes, a un accès [direct] à des connaissances universitaires en gestion ou en technologie pour l'aider à développer la main-d'œuvre dont il a besoin»

Mais à travers son histoire, l'UQTR a stimulé le développement économique au-delà des frontières de la Mauricie et du Centre-du-Québec qu'elle dessert. Les petites et moyennes entreprises du Québec, qui représentent au moins 98% des entreprises de la province et le gagne-pain de neuf salariés sur dix dans le secteur privé, doivent une fière chandelle à une poignée de chercheurs visionnaires de cet établissement qui, dès le milieu des années 1970, ont décidé d'étudier et d'accompagner ces organisations. Les économistes Joseph Chicha et Pierre-André Julien avaient alors décidé de créer un noyau de recherche sur ces PME alors mal comprises, ici comme ailleurs dans le monde. Leurs travaux ont notamment dévoilé que ces organisations ne doivent pas être analysées à l'aide de la même grille que celle employée pour les grandes entreprises et qu'elles feraient mieux de miser sur des avantages concurrentiels distincts, comme leur flexibilité.

En 1997, l'UQTR met sur pied l'Insti-



Les établissements implantés à l'extérieur de Montréal et de Québec sont depuis longtemps le terreau de projets de recherche portant sur des secteurs névralgiques dans l'économie de leur région, comme les mines à l'Université du Québec en Abitibi.

GÉRALD DALLAIRE LE DEVOIR

tut de recherche sur les PME, qui épaulé les organisations par l'entremise de professeurs issus de disciplines variées. Sa pertinence n'a pas diminué depuis. «Dans l'accompagnement des PME à prendre le virage technologique actuel, il y a un diagnostic qui doit être fait dans les organisations et un plan de match pour pouvoir les amener à être de plus en plus compétitives», souligne M. McMahon, comptable de formation. Il faut être capables de mieux outiller nos entreprises manufacturières et leur donner la formation nécessaire.»

La vitalité des régions

À l'extérieur des grands centres, les établissements d'enseignement supérieur de Rouyn-Noranda, Gatineau, Saguenay, Rimouski et Trois-Rivières ont eu une contribution à la vie économique «considérable», note Pierre Fortin, professeur au Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal. «Un entrepreneur ou un dirigeant d'entreprise, autour de ces cinq villes, a un accès [direct] à des connaissances universitaires en gestion ou en technologie pour l'aider à développer la main-d'œuvre dont il a besoin ou à résoudre des problèmes économiques ou technologiques», souligne-t-il. Le réseau de l'UQ a facilité la transmission du savoir, le transfert de technologie et le développement de compétences appropriées dans les régions selon les besoins de chacune d'entre elles.»

Outre leur proximité physique, les établissements implantés à l'extérieur de Montréal et de Québec sont depuis longtemps le terreau de projets de recherche portant sur des secteurs névralgiques dans l'économie de leur région, comme les mines à l'Université du Québec en Abitibi (UQAT), l'aluminium à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) ou la mer à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). «La première vague de recherches, durant près d'une décennie, était très axée sur les ressources naturelles», rappelle Nicole Bouchard, rectrice de l'UQAC.

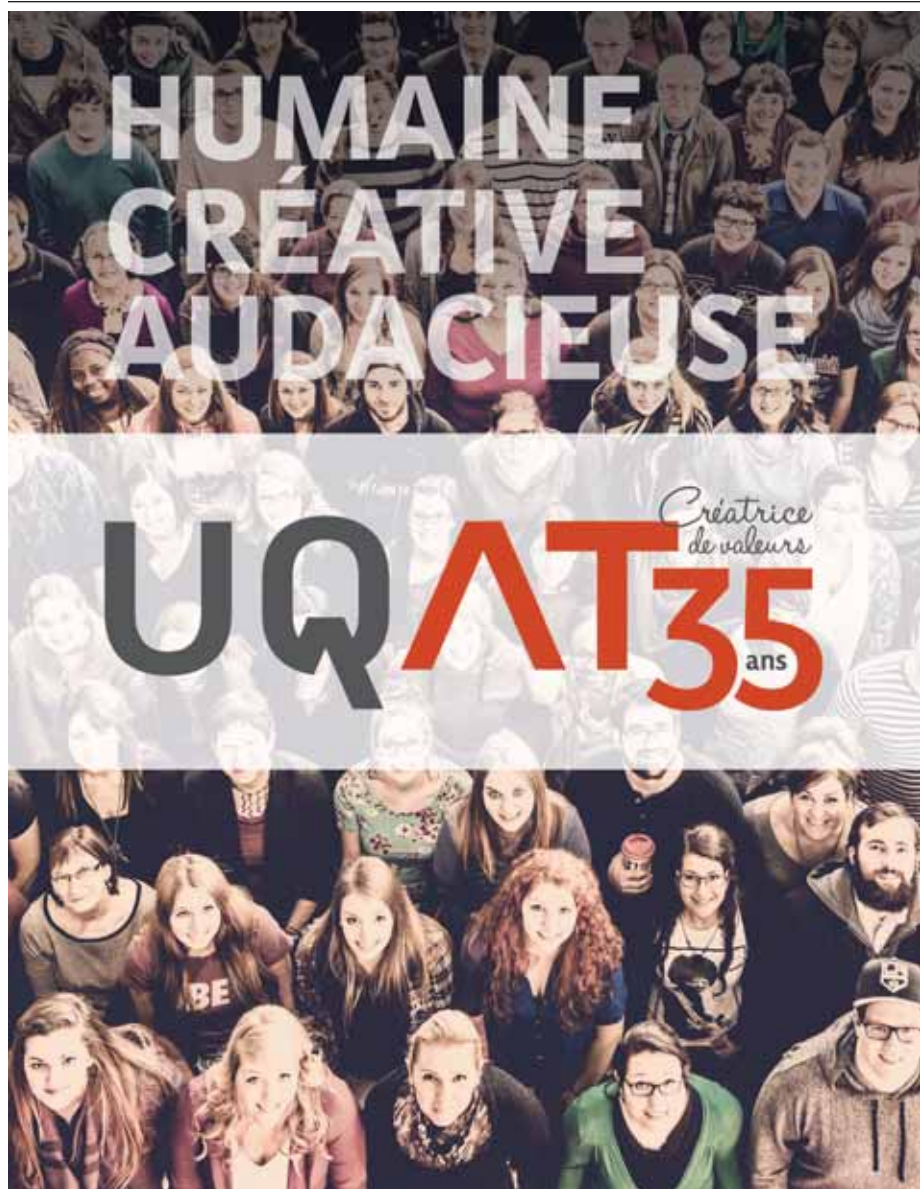
Dans son établissement, plusieurs recherches partenariales ont alors été effectuées avec les industries forestières et de l'aluminium.

Démarrer des entreprises

Mais les constituantes de l'UQ ne se contentent plus d'aider les entreprises existantes à grandir ou à s'adapter: elles cherchent à favoriser l'émergence de jeunes pousses. En 1996, l'École de technologie supérieure a donné le ton en fondant le Centre d'entrepreneuriat technologique — le Centech — pour aider à la commercialisation d'inventions nées entre ses murs. Alors que cet incubateur s'appête à s'agrandir sur le site de l'ancien Planétarium Dow à Montréal, chaque université se dote de son centre d'entrepreneuriat pour épauler ses étudiants et ses professeurs qui souhaitent se lancer en affaires, comme le font l'entrepreneuriat UQAR à Rimouski et le Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage de l'UQAC à Saguenay.

«Il se fait un effort magnifique de ce côté», souligne Marc-Urbain Proulx, professeur au Département des sciences économiques de l'UQAC, qui mène en ce moment une recherche sur le rôle du réseau de l'UQ dans le développement régional. «Mais l'environnement économique dans lequel ils œuvrent ne donne pas suffisamment d'occasions pour rendre justice à leurs efforts.»

Il remarque encore une dépendance des régions aux grandes entreprises du secteur des ressources naturelles, alors que celles dans la transformation préfèrent s'implanter près des grands centres. «Les entreprises ne poussent pas comme des champignons en région périphérique. Cela ne veut pas dire qu'il faut arrêter les efforts, mais cela veut dire que les universités, dans un futur proche, doivent se poser des questions sur les outils qui pourraient nous aider à enrichir l'environnement économique afin de permettre à l'entrepreneuriat soutenu de réussir.»



L'UQ et les Autochtones, une collaboration naturelle

Un plus grand intérêt se fait sentir depuis quelques années autour des questions autochtones, mais ce n'est pas d'hier que le Réseau de l'Université du Québec (UQ) travaille en collaboration avec les communautés autochtones. Et aujourd'hui, les projets se multiplient entre les murs de ses établissements.

CATHERINE GIROUARD

Collaboration spéciale

« Il y a un intérêt beaucoup plus marqué autour des communautés aujourd'hui, et il y a plus d'Autochtones partout, que ce soit dans les universités ou sur la place publique, affirme Carole Lévesque, anthropologue et professeure-chercheuse au Centre urbanisation culture société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Mais quand on reporte tout ça à une échelle temporelle, on se rend compte que ça bougeait déjà beaucoup, autour des années 1970. »

Celle qui se consacre aux questions autochtones depuis plus de 45 ans rappelle alors le livre blanc du gouvernement fédéral, en 1969 — officiellement connu comme étant *La politique indienne du gouvernement du Canada*. « Les gens ne s'en souviennent pas, mais c'était une époque effervescente pour les revendications autochtones », ajoute la professeure.

Géographiquement situées à proximité de plusieurs communautés autochtones, l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) ont naturellement été des figures de proue dans ce mouvement à l'intérieur du réseau de l'UQ en développant des projets et des programmes de formation avec les communautés.

« Dès sa fondation, il y a 35 ans, l'UQAT a même inscrit dans son plan stratégique de développer des partenariats avec les communautés autochtones », fait valoir Denis Martel, recteur de l'UQAT.

Une approche qui évolue

Si au départ l'accent est davantage mis sur la formation de maîtres autochtones pour enseigner dans les communautés, une vaste gamme de programmes est ensuite développée autour des réalités autochtones.

L'UQAT a pour sa part mis sur pied l'École d'études autochtones il y a deux ans. « On a créé cette école avec eux pour qu'elle leur ressemble », explique M. Martel. Figurent entre autres dans son offre de cours un certificat en études autochtones, des micro-programmes de premier cycle en intervention enfance-famille en contexte autochtone ou en gestion du tourisme autochtone, ou encore un programme court de 2^e cycle en gestion publique en contexte autochtone. « On n'étudie pas les Autochtones; on travaille avec eux,

tient à souligner M. Martel. Cette collaboration est fondamentale, et c'est dans l'ADN de l'UQAT et de tout le réseau de l'UQ. »

L'École d'études autochtones offre aussi une panoplie de formations continues. Ces dernières, offertes aux allochtones et aux Autochtones pour aider l'intégration culturelle réciproque, sont souvent demandées, affirme le recteur. « On sent vraiment qu'il y a deux solitudes, les Autochtones et les allochtones, mais que les gens ont envie que ça change. »

« Aujourd'hui, pratiquement toutes les autres universités du réseau ont développé des projets autour des questions autochtones », renchérit Carole Lévesque. Elle parle entre autres de l'UQAM, qui a développé plusieurs choses avec des chaires de recherche qui se sont intéressées à la question autochtone au Québec et au Canada, mais aussi en Amérique du Sud. « C'est une réalité qui dépasse les frontières », rappelle l'anthropologue.

Extrêmement impliquée dans le domaine, M^{me} Lévesque a quant à elle fondé le réseau DIALOG, ancré à l'INRS, une branche de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones. « On crée des ponts non seulement entre les chercheurs et des partenaires autochtones, mais aussi entre les types de savoirs scientifiques et autochtones à l'échelle pancanadienne et internationale », explique la professeure. DIALOG est à l'origine de l'organisation de l'Université nomade, un événement annuel de rencontre et de brassage d'idées à l'image des écoles d'été. Franc succès, l'événement en est à sa 15^e édition.

De plus en plus d'universitaires

Même si les défis restent grands du côté de l'éducation dans les communautés autochtones, entre autres avec un taux de décrochage scolaire très élevé, l'UQ compte de plus en plus d'étudiants autochtones fréquentant ses établissements. Au total, l'UQAT a pour sa part décerné plus de 750 diplômes à des Autochtones au fil des ans, et plus de 2500 personnes y ont été formées aux réalités autochtones.

Ultimement, l'objectif de l'UQAT serait d'apporter son soutien aux communautés pour qu'elles puissent avoir leur propre université. « On sent que la nouvelle génération est désireuse de participer à son développement », s'enthousiasme M. Martel.

L'UQ compte de plus en plus d'étudiants autochtones



L'UQAT a mis sur pied l'École d'études autochtones il y a deux ans. ÉCOLE D'ÉTUDES AUTOCHTONES DE L'UQAT

« On a beaucoup investi dans la formation des Autochtones au premier cycle dans les dernières années et, maintenant, certains étu-

dants demandent même des formations de deuxième et de troisième cycle, ajoute M^{me} Lévesque. C'est très motivant. »

AU-DELÀ DE LA RECHERCHE DES RÉSULTATS CONCRETS



ÉTS
Le génie pour l'industrie

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
Université du Québec

Le réseau de l'Université du Québec

1968-2018

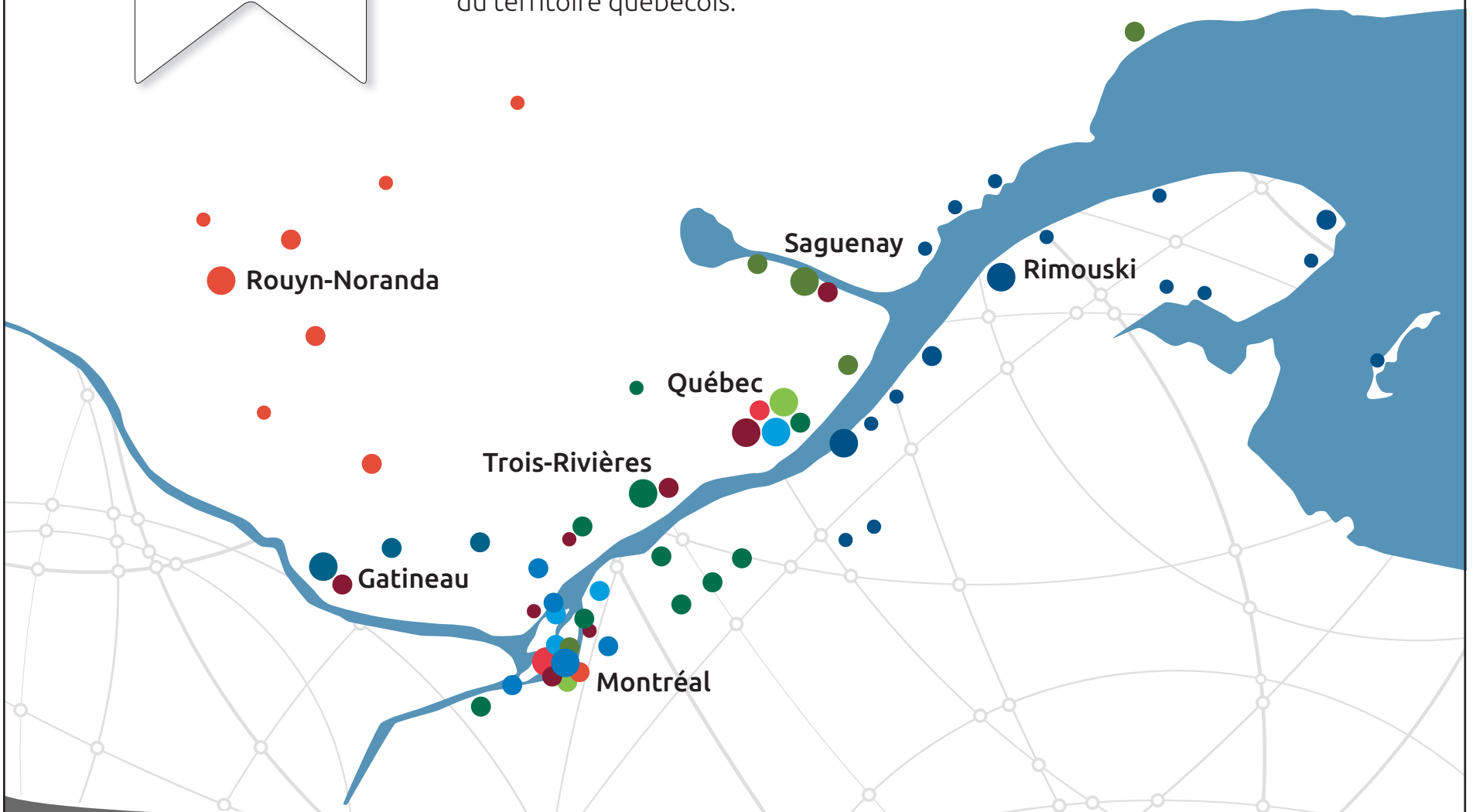
50
ans



Ancré au Québec, ouvert sur le monde

En 50 ans, les dix établissements du réseau de l'Université du Québec ont contribué à offrir aux Québécoises et aux Québécois :

- une plus grande accessibilité à l'enseignement supérieur;
- un développement scientifique basé sur les besoins des milieux;
- un essor culturel, social et économique à la grandeur du territoire québécois.



● Université du Québec à Montréal

● Université du Québec à Trois-Rivières

● Université du Québec à Chicoutimi

● Université du Québec à Rimouski

● Université du Québec en Outaouais

● Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

● Institut national de la recherche scientifique

● École nationale d'administration publique

● École de technologie supérieure

● Télé-université



Université du Québec

www.uquebec.ca